

Unité Départementale Aube - Haute-Marne TROYES, le 6 mai 2026

Nos réf. : SAU/AV/MI n° 26 - 207

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EOLIENNES DE BONNE VOISINE

Lieu-dit « Bonne Voisine » - Section ZM n°6
10700 CHAMPFLEURY

Code AIOT : 0003012057

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 avril 2026 dans l'établissement EOLIENNES DE BONNE VOISINE implanté Lieu-dit Bonne Voisine - Section ZM n° 6, 10700 CHAMPFLEURY. L'inspection a été annoncée le 14 avril 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Conformément à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011, l'exploitant a transmis le 25 juin 2025 le rapport de suivi environnemental pour l'année 2024. L'examen de ce rapport a donné lieu à un arrêté préfectoral complémentaire en date du 30 septembre 2025, demandant à l'exploitant la mise en œuvre de mesures conservatoires visant à réduire les impacts sur les chiroptères et l'avifaune sur le parc Éolien de Bonne Voisine.

En date du 26 mars 2026 et en réponse à l'arrêté préfectoral complémentaire susmentionné, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un projet de plan de gestion pour la zone de quiétude pour l'avifaune ainsi que des éléments de réponse pour la mise en place de perchoirs.

De ce fait l'inspection des installations classées a procédé à une visite d'inspection sur site le 23 avril 2026. Par sondage, l'inspection a contrôlé les mesures de bridage et du dispositif anti-pigeon au niveau de l'éolienne B01.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EOLIENNES DE BONNE VOISINE
- Lieu-dit Bonne Voisine Section - ZM n° 6 - 10700 CHAMPFLEURY
- Code AIOT : 0003012057
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc Eolien Les Bonnes Voisines est régulièrement exploité via l'arrêté préfectoral n°DDT-SG-2017026-0001 du 26 janvier 2017, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire n°PCICP2025273-0001 du 30 septembre 2025 relatif à des mesures conservatoires visant à réduire les impacts sur les chiroptères et l'avifaune. Ce parc se compose de 4 éoliennes (B01 à B04) et a été mis en activité en 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Préservation avifaune	AP Complémentaire du 30/09/2025, article 3.I	Sans objet
2	préservation avifaune - perchoirs	AP Complémentaire du 30/09/2025, article 3.II	Sans objet
3	Suivi avifaune	AP Complémentaire du 30/09/2025, article 4.1	Sans objet
4	Suivi environnemental de l'avifaune et chiroptère	AP Complémentaire du 30/09/2025, article 4.2	Sans objet
5	Préservation des chiroptères	AP Complémentaire du 30/09/2025, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a engagé les démarches nécessaires pour répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2025. Par anticipation, les consignes de bridage étaient mises en œuvre avant la notification de l'arrêté susmentionné. Le suivi environnemental 2026 est en cours, actuellement sans mortalité.

Le plan de gestion proposé par l'exploitant permet de répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 septembre 2025. Le suivi de l'efficacité des mesures mises en œuvre permettra de constater si ces mesures sont efficaces ou s'il est nécessaire d'investiguer davantage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Préservation avifaune

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/09/2025, article 3.I
Thème(s) : Risques chroniques, Zones de quiétude
Prescription contrôlée : L'exploitant définit dans un plan de gestion spécifique, des zones de quiétudes destinées à constituer des secteurs attractifs (chasse, nidification), localisées à une distance minimale de 1 000 mètres des éoliennes , afin d'attirer les rapaces à l'écart des zones à risque de collision. Ce plan de gestion précise l'implantation, la superficie, les modalités de gestion et les objectifs écologiques attendus, et est transmis au préfet dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté. Les zones de quiétude définies dans le plan de gestion sont aménagées dans les 12 mois suivant la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installation classées le 26 avril 2026 un plan de gestion pour l'implantation d'une zone de quiétude pour l'avifaune. La zone de quiétude est située à 1 km du parc éolien Les Bonnes Voisines, sur le territoire de la commune de CHAMPFLEURY (10). La parcelle concernée a une superficie de 2,5 ha, actuellement exploitée en monoculture. Elle dispose de haies et d'arbres en pourtour de la parcelle de façon discontinue. Il est programmé la plantation de 290 mL de haies afin de favoriser un habitat favorable pour la microfaune et au développement de l'avifaune (nidification). La superficie de 2,5 ha permet de maintenir chaque année une bande enherbée de 5 mL sur tout le pourtour de la parcelle et ainsi favoriser le développement de la microfaune. L'exploitation de la parcelle se fera par rotation entre jachère pendant 4 ans et culture céréales, sans intrant, sur un an. L'exploitant précise que la convention avec l'agriculteur est en cours d'établissement. Les différents aménagements prévus seront réalisés après la récolte de la parcelle. Les plantations (haies, arbustes et semis jachères) seront réalisées fin 2026. Ce point ne soulève pas d'observation complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Préservation avifaune - perchoirs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/09/2025, article 3.II
Thème(s) : Risques chroniques, Installation de perchoirs fixes, limitation attractivité
Prescription contrôlée : L'exploitant implante des perchoirs fixes en périphérie du parc éolien , à destination des espèces ciblées (Faucon crécerelle, Buses, Busards et Milans). Ces dispositifs doivent être situés hors des zones de danger immédiat (à une distance suffisante des éoliennes) et adaptés à la morphologie et au comportement des espèces visées. Ces perchoirs sont installés sous un délai de six mois suivant la notification du présent arrêté.

<p>Un descriptif détaillé des localisations, caractéristiques techniques, matériaux utilisés et modalités d'entretien des perchoirs est joint au plan de gestion des zones de quiétude mentionné ci-dessus.</p> <p>L'exploitant met également en place sur chacune des trois balises de milieu de tour de chaque éolienne et sur les panneaux des pics anti-pigeons pour limiter l'attractivité aux abords des éoliennes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des dispositifs anti-pigeons ont été installés en décembre 2025 sur les trois balises de milieu de tour sur chaque éolienne ainsi que sur le panneau d'informations présent au pied de l'éolienne. Par sondage, ce dispositif a été constaté au niveau de l'éolienne B01.</p> <p>Concernant les perchoirs, ces derniers sont décrits dans le plan de gestion susmentionné. Ils sont au nombre de deux, d'une hauteur de 2,5 m. La plateforme a un diamètre de 3 à 5 cm et est de 20 cm de long.</p> <p>Ils seront implantés après la récolte 2026 et à proximité des haies déjà présentes sur un linéaire de la parcelle.</p> <p>Une fois leur implantation, l'exploitant transmet à l'inspection les photos justifiant la mise en place des perchoirs.</p> <p>Ce point ne soulève pas d'observation complémentaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Suivi avifaune

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/09/2025, article 4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi comportemental de l'avifaune</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Durant l'année suivant la mise en place des mesures prescrites au précédent article, l'exploitant met en œuvre un suivi comportemental des rapaces destiné à évaluer l'efficacité des mesures prescrites. Ce suivi est réalisé sur les périodes nidification, envol et post nuptiale avec une fréquence minimale d'une sortie par semaine pendant chaque période. Ce suivi peut être reconduit autant de fois que nécessaire selon les résultats du suivi qui portera notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fréquentation des zones de quiétude et des perchoirs par les espèces cibles ; • L'évolution de l'usage de l'espace par les rapaces dans et autour du parc éolien ; • L'adéquation fonctionnelle des perchoirs installés. <p>Les résultats de ces suivis seront transmis à l'inspection des installations classées dans les six mois suivant la dernière sortie d'observation sur le terrain pour chaque suivi.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que les démarches pour la réalisation du suivi seront engagées après la mise en place de la zone de quiétude.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Suivi environnemental de l'avifaune et chiroptère

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/09/2025, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental de l'avifaune et chiroptère
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi de la mortalité avifaunistique et chiroptérologique , en application de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ce suivi doit couvrir l'ensemble de la période d'activité avifaunistique et chiroptérologique , réparti entre la semaine 14 et 44. Un rapport de suivi présentant les résultats et, le cas échéant, des propositions de mesures correctives ou d'ajustements, est transmis à l'autorité administrative compétente dans les 6 mois après la dernière campagne de prospection réalisée sur le terrain dans le cadre du suivi. Ce suivi est mis en place pendant 1 an à partir de l'application de l'article 2 du présent arrêté et sera reconduit autant de fois que nécessaire selon les résultats du suivi.
Constats : L'exploitant a transmis le 30 avril 2026 les devis pour la réalisation du suivi environnemental de l'avifaune et des chiroptères. L'exploitant a débuté le suivi en mars 2026. Les premières observations ne présentent pas de mortalités. Le bilan sera transmis à l'inspection une fois le suivi terminé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Préservation des chiroptères

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/09/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Préservation des chiroptères
Prescription contrôlée : Afin de limiter l'impact du parc éolien de Bonne Voisine sur les chiroptères, l'exploitant met en œuvre une mesure d'arrêt temporaire des éoliennes, applicable à l'ensemble des machines du parc, dès lors que l'ensemble des conditions suivantes sont réunies : <ul style="list-style-type: none">• Entre le 1er mai et le 14 juillet :<ul style="list-style-type: none">◦ température ambiante supérieure à 12 °C,◦ vitesse du vent inférieure ou égale à 4,5 m/s ;• Entre le 15 juillet et le 15 septembre :<ul style="list-style-type: none">◦ température ambiante supérieure à 13 °C,◦ vitesse du vent inférieure ou égale à 5,75 m/s ;◦• Entre le 16 septembre et le 30 septembre :<ul style="list-style-type: none">◦ température ambiante supérieure à 11 °C,◦ vitesse du vent inférieure ou égale à 5,5 m/s ;• Plage horaire : de 1 heure avant le coucher du soleil à 1 heure après le lever du soleil.

Cette mesure est mise en place à la suite de la notification du présent arrêté.

L'exploitant tient à disposition les données d'activation de la mesure (température, vitesse du vent, horaires d'arrêt et de reprise de production) et les transmet sur demande à l'inspection des installations classées.

Constats :

Suite aux mortalités constatées lors du précédent suivi et par anticipation l'exploitant a mis en œuvre les arrêts temporaires des éoliennes. Ces consignes d'arrêt sont enregistrées et programmées dans le logiciel de contrôle à distance des éoliennes (SCADA).

Le jour de la visite, l'inspection a procédé par sondage à la vérification de la mise en œuvre du bridage pour l'Eolienne B01. L'exploitant a présenté le tableau de bord permettant d'avoir une vision globale entre les consignes de bridage et les arrêts réels. De plus, l'exploitant a transmis, le 30 avril 2026, à l'inspection des installations classées la programmation des consignes saisies dans le logiciel de bridage ainsi que les temps d'arrêts sur le mois de septembre 2025.

Ce point ne soulève pas d'observation complémentaire.

Type de suites proposées : Sans suite